

Ne tombons pas à nouveau dans le piège de l'UDC !

“Late in 2002 Lady Thatcher came to Hampshire to speak at a dinner for me. Taking her round at the reception one of the guests asked her what was her greatest achievement. She replied, « Tony Blair and New Labour. We forced our opponents to change their minds ».”

Conor Burns, politicien conservateur

Depuis plus de vingt ans, l'Union démocratique du centre (UDC) domine le paysage politique suisse. Avec la complicité des partis de « centre-droit » libéral-radical (PLR) et démocrate-chrétien (PDC), le parti « agrarien » a imposé dans toute la Suisse un programme économique néolibéral au détriment de la majorité de la population : démantèlement des services publics, des institutions et des acquis sociaux, de la législation sur le travail... Cette politique, qui ne sert que les intérêts des plus aisé-e-s et du grand capital, suscite parmi les citoyen-ne-s des inquiétudes grandissantes, aux niveaux social et économique. Toucherai-je une rente AVS ? Combien de temps encore mon salaire sera-t-il suffisant ? Est-ce que j'aurai toujours un emploi l'an prochain ? Mes enfants auront-ils la formation que je leur souhaite ?

L'UDC a su adroitement récupérer ces craintes et les exploiter pour diffuser son message xénophobe et réactionnaire. Les coupables, ce sont toujours les « autres », celles et ceux qui sont différent-e-s : Bruxelles, les musulman-e-s, les « faux » invalides, les demandeurs/euses d'asile, les étrangers/ères. Mais les succès de l'UDC révèlent surtout l'impuissance et les faiblesses de la gauche. Le PS a progressivement admis le monopole de l'UDC sur le débat politique et laisse le parti nationaliste définir quels sont les problèmes et dans quel cadre ils peuvent être résolus. D'innombrables campagnes et initiatives provocatrices ont permis à l'UDC de diffuser son discours populiste dans l'opinion publique. Le PS est resté muet ou inaudible et les conséquences de son inaction, politiques comme électorales, sont catastrophiques.

Pourtant, certain-e-s camarades sont sur le point de reproduire les erreurs du passé. Le « Non » à l'initiative de l'UDC ne semble pas contestable. Mais pour éviter que celle-ci soit acceptée, d'aucuns prétendent qu'il faut soutenir le contre-projet. Or, ce texte est en contradiction flagrante avec les convictions fondamentales des socialistes et menace l'égalité de tou-te-s devant la loi : les individus avec un passeport étranger seraient ainsi traités différemment. Si le PS dit oui au contre-projet, l'UDC aura déjà gagné une victoire : elle aura réussi à imposer sa vision à la gauche. Nous ne pouvons l'accepter.

L'initiative comme son contre-projet sont à nos yeux inacceptables. L'UDC veut introduire une justice de classe dans notre pays : seuls les petits délinquants seront sévèrement punis, tandis que la fraude fiscale et la criminalité en col blanc seront comme toujours traitées avec clémence. Le contre-projet prévoit également de ménager les fraudeurs. Les deux textes portent une atteinte semblable à l'égalité devant la loi.

La JS Suisse se battra avec véhémence pour le double Non.